



Tendance majoritaire

et unitaire de la FSU



Contribution UA - thème 1

Contribution Unité & Action « Promouvoir le projet de la FSU pour l'École »

La mobilisation contre le « Choc des savoirs » a soudé la profession, opposée au tri des élèves. Cette adhésion large au « toutes et tous capables » défendu par la FSU, conforte sa stratégie pour diffuser ses revendications, comme elle a su faire partager « argent public pour école publique » depuis l'affaire AOC. Pour U&A, lutter contre toutes les inégalités pour transformer au plus vite la société, est possible en créant les conditions de la prise en charge d'un syndicalisme de transformation sociale par le plus grand nombre de collègues, sensibles aux pratiques militantes de la FSU ancrées dans un syndicalisme de métier.

La FSU doit affirmer son projet pour une école qui donne aux jeunes le temps de grandir, d'apprendre ensemble et l'accès aux qualifications : c'est tout le sens de la scolarité obligatoire à 18 ans qu'elle revendique. Les trois voies du lycée doivent pouvoir éviter les sorties précoces sans un bac général, technologique ou professionnel qui concernent encore 20 % d'une classe d'âge. Il est ainsi possible de faire réussir ces élèves, dans une école réellement inclusive où les effectifs par classe seront significativement abaissés. Les personnels avec leurs missions spécifiques doivent être respectés et reconnus pour leur expertise à accompagner les jeunes vers l'émancipation. Le travail en équipe pluriprofessionnelle doit être possible et valorisé.

Tous les métiers de l'école sont à défendre, de nouveaux doivent être reconnus comme celui des AESH. Pour U&A, les identités et cultures professionnelles doivent rester multiples, les corps clairement définis pour écarter toute déprofessionnalisation et interchangeabilité. Par exemple, l'approche polydisciplinaire des savoirs à l'école nécessite des PE hautement qualifié·es et formé·es à cette polyvalence, quand l'entrée en discipline au collège implique une spécialisation des professeur·es. Des didactiques à la sociologie des apprentissages, la recherche nourrit les pratiques et démarches pédagogiques pour permettre à tous les élèves d'entrer dans les apprentissages. Les classes de SEGPA ou encore les trois voies du lycée diversifient utilement les méthodes et les programmes. L'essor du privé doit être combattu, particulièrement dans l'enseignement supérieur qui doit rester gratuit, ouvert, émancipateur et soutenu par une recherche publique libre et indépendante. Les BTS et CPGE, formations gratuites des lycées publics sont à développer.

L'équipe U&A du Collectif d'animation Éducation de la FSU (CA-Educ) : Hervé Christofol SNESUP ; Jérôme Dammeray SNUEP ; Gwénaél Le Paih SNES ; Eric Nicollet SUI ; Rachel Schneider SNUipp ; Andjelko Svrđlin SNEP

Partie II - Contribution Unité & Action « Les enjeux de l'IA »

Les outils d'intelligence artificielle (IA) se répandent rapidement, avec la promesse d'importants gains

de productivité et de nouveaux bénéfices financiers, sans réflexion de fond sur les conséquences sur l'évolution de nos sociétés. Avec l'impulsion des grandes entreprises dominant ce marché, les IA, en particulier génératives, sont déjà largement utilisées par les individus et les entreprises, pendant que les pouvoirs publics et les administrations multiplient les études et les expérimentations.

La FSU doit ainsi mener une réflexion sur ce qui pourrait avoir rapidement des conséquences majeures sur l'emploi, les métiers et les conditions de travail : quelles limites et précautions faut-il définir pour l'utilisation de l'IA dans la fonction publique ? Il est possible de s'appuyer notamment sur les [recommandations du Défenseur des droits](#).

Pourquoi des personnels sont-ils prêts à une utilisation de l'IA pour accomplir certaines tâches, notamment celles qui contribuent à la perte de sens de leurs métiers et à la dégradation des conditions de travail ? La FSU doit s'opposer à tout déploiement de technologies visant à entériner voire à amplifier des réductions d'emploi.

Les outils numériques et l'IA doivent reposer sur des codes source libres d'accès et être développés en lien avec les utilisateurs et utilisatrices et en interne. Le MEN est prêt à confier à l'IA la correction de copies, qui serait une activité « à faible valeur ajoutée » et facile à automatiser, ainsi qu'une détection « des élèves en risque de décrochage scolaire », révélant une conception dangereuse de l'éducation. La FSU doit défendre une évaluation qualitative, de conseil et d'échange. Par quels moyens peut-elle s'opposer à l'utilisation de l'IA dans le processus d'évaluation des élèves, des étudiant·es et des personnels ?

L'IA permet des progrès inédits en traitement des données, en traduction, en imagerie médicale, ou encore en modélisation de molécules. Mais l'utilisation de l'IA augmente les risques d'erreur, de biais, de discrimination et de faux contenus et soulève des questions en matière d'éthique, de propriété intellectuelle et de libre accès des codes sources, des bases de données et des résultats. A quelles conditions et selon quelles modalités peut-on former les élèves, les étudiant·es et les personnels à une approche critique des IA, intégrant leur impact environnemental et socio-économique ? Cela doit-il passer par l'organisation d'un grand débat public ?

Boris Gralak UA SNCS, Amélie Hart UA SNES, Rachel Schneider UA SNUipp, Jérôme Dammerey UA SNUEP, Marc Champesme UA SNESUP, Gwenaél Le Paih UA SNES
